



GRÈVE ET MANIFESTATION MARDI 18 MARS

Emploi, Salaires, Sécurité Sociale, Services Publics Abandon du pacte de responsabilité !

Les déclarations du Président de la République du 14 janvier dernier confirment une politique d'austérité qui dégrade les conditions de vie du plus grand nombre, notamment des salariés, précaires et privés d'emploi. Déjà, en 2013, les nouveaux reculs sur les retraites et la loi « dite » de sécurisation de l'emploi, témoignaient d'un cap maintenu pour continuer à démanteler les conquêtes sociales dans notre pays.

La rigueur budgétaire et l'abaissement du coût du travail voulus par le patronat, et soutenus par l'actuel gouvernement, c'est l'application entre autres des traités européens ayant un seul objectif : l'austérité, et son cortège de récessions d'une part, l'augmentation des profits des actionnaires d'autre part.

Les organisations syndicales CGT / FO / SOLIDAIRES / FSU d'Indre et Loire considèrent au contraire que la croissance économique passe par la satisfaction de revendications urgentes, en particulier :

- L'augmentation des salaires (bloqués dans de nombreux secteurs, dont la Fonction Publique, depuis 5 ans) qui génère plus de consommation donc plus d'emplois, plus de recettes pour la sécurité sociale et plus de rentrées fiscales pour financer les services publics,
- L'arrêt des licenciements, délocalisations et fermetures d'usines, la préservation des emplois industriels et publics,
- Le retour à la retraite à 60 ans à taux plein et l'abrogation des régressions opérées depuis 1993, pour favoriser entre autres l'embauche en CDI des jeunes, dont 25% sont au chômage,
- L'arrêt de tous les accords dits de compétitivité qui détériorent les conditions de travail des salariés et amputent leur pouvoir d'achat.

Contre « le pacte de responsabilité » qui vise à entrainer les organisations syndicales dans la mise en œuvre de la rigueur, **les syndicats CGT / FO / SOLIDAIRES / FSU (37) exigent le maintien du financement de la branche famille par la cotisation dite patronale, partie intégrante du salaire (30 milliards d'€) et l'annulation des économies annoncées de 68 milliards d'euros sur la dépense publique dans les 4 ans à venir.**

Les organisations syndicales appellent l'ensemble des salariés (public/Privé) à la grève interprofessionnelle et à manifester dans l'unité le mardi 18 mars.

MANIFESTATION

A TOURS PLACE DE LA LIBERTE

RASSEMBLEMENT ET DEPART DU CORTEGE A 10H00